

TRA Mo sr

126 B

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

MAI 1987

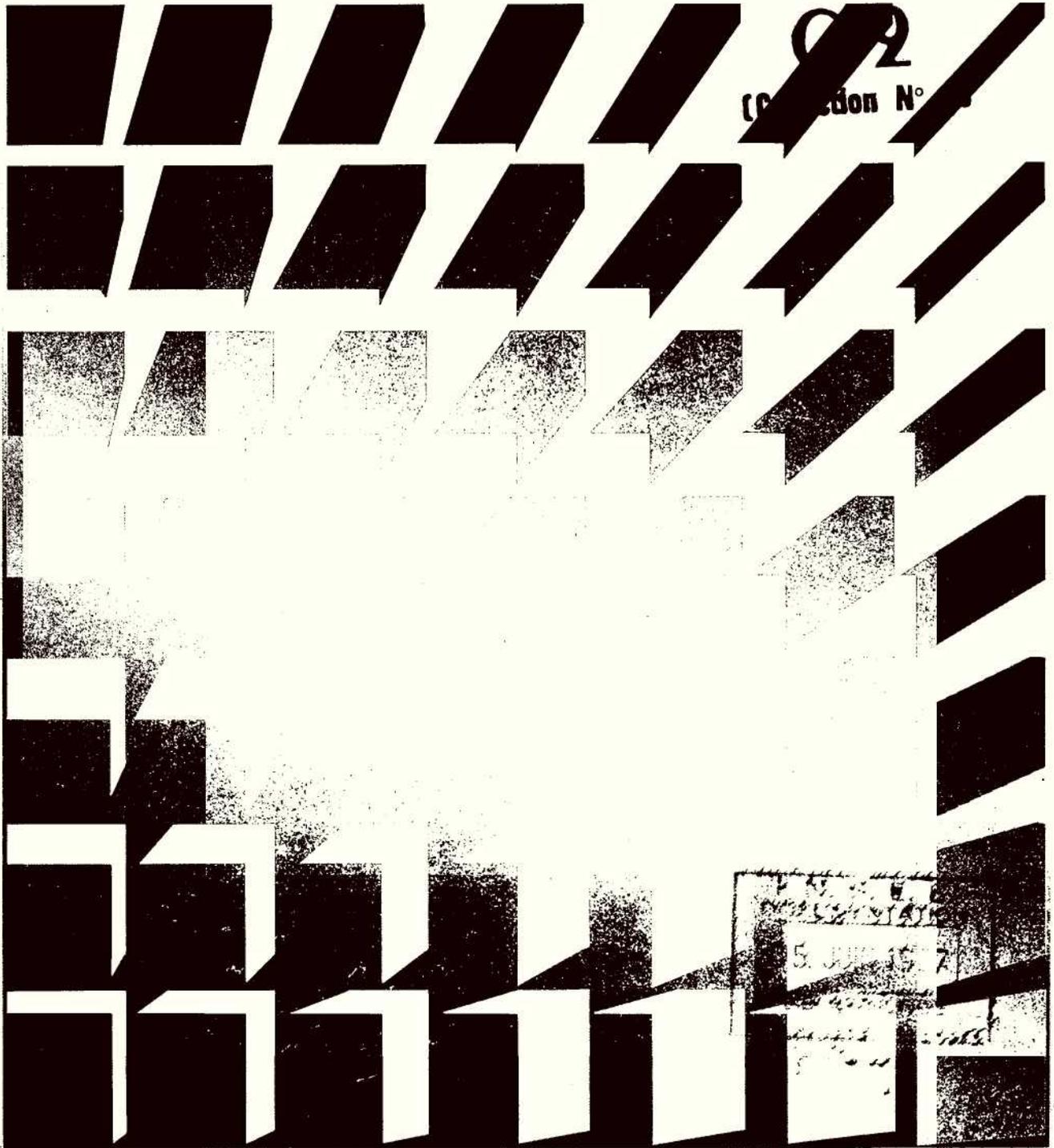
INSEE-BIBC



30000313127

NOTE CONJONCTURE L'INSEE

SUPPLÉMENT A TENDANCES DE LA CONJONCTURE



institut national de la statistique et des études économiques

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général: M. Edmond MALINVAUD / Direction générale: 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales: Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux: Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

MAI 1987

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 3 mai 1987)

	Pages
VUE D'ENSEMBLE	3
I — LES RELATIONS AVEC L'EXTÉRIEUR	7
1. L'environnement international	
2. Les marchés du pétrole et des matières premières	
3. Les échanges extérieurs	
II — LES ÉVOLUTIONS NOMINALES	19
1. Les salaires	
2. Les prix et coûts de production	
3. Les prix de détail	
4. Les taux d'intérêt	
III — LA SITUATION ET LE COMPORTEMENT DES AGENTS	29
1. Le revenu et la consommation des ménages	
2. La situation financière et le comportement des entreprises	
IV — L'ACTIVITÉ	43
1. La production et les stocks	
2. L'emploi	
3. Le chômage	

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le N° 25 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 25 juin
- Le N° 21 du cahier 2 (vert) paraîtra fin juillet

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par le département de la diffusion de l'INSEE (chef du département: M. Pierre SOUBIE) / Maquette agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (chef de la section "TENDANCES": M. Lucien CHAUVET) / Informations générales ci-contre, bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Avertissement

Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur le reste de l'année. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que les chiffres relatifs à 1987 ont pour la plupart un caractère prévisionnel. Ce n'est pas le cas pour les hypothèses de change qui sont fixées selon des règles conventionnelles environ un mois avant la parution de cette note.

Cette note est la première à bénéficier des chiffres de la nouvelle base des Comptes Nationaux qui sont disponibles depuis avril 1987 sur la période 1977-1986 ; la base des évaluations à prix constants est l'année 1980.

Conventions

MA : moyenne annuelle
GA : glissement annuel (GAt : en termes trimestriels ; Gam : en termes mensuels).

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ;
Les semestres par I, II.

Source : INSEE, sauf mention contraire.

Le service de la conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

Pour l'économie mondiale dans son ensemble, l'année 1986 n'apparaît plus aujourd'hui comme une année-charnière, le contre-choc pétrolier n'ayant pas enclenché une phase de croissance durablement plus élevée. En France, après l'accélération observée l'an dernier, le tassement de la consommation des ménages pèse sur la demande intérieure. Aussi, en 1987, la croissance de l'économie française retrouverait un rythme modéré, au plus voisin de celui observé en 1984 et 1985.

Un environnement international instable et peu porteur

Au début de 1987, l'environnement international de la France se caractérise par l'instabilité des évolutions nominales et un ralentissement du rythme de la croissance dans la plupart des pays de l'OCDE. Ces deux phénomènes sont indissociables : l'incertitude qui continue de prévaloir sur les marchés des changes renforce l'inertie à la baisse des taux d'intérêt, qui se situent (en termes réels) à des niveaux historiquement très élevés, conforte l'attentisme des investisseurs et s'est déjà traduite par une relative déflation de la demande mondiale.

De fait, si la chute du dollar en 1986, n'a pas encore donné de résultats très tangibles sur les échanges extérieurs américains en valeur, sinon pour en alourdir encore le déficit (140 milliards de \$ en 1986) elle pèse déjà sur la croissance mondiale : elle réduit en effet le pouvoir d'achat des pays exportateurs de ma-

tières premières et de pétrole, les incitant à réduire leurs importations, et renforce fortement la position concurrentielle des nouveaux pays industriels, notamment asiatiques, dont les monnaies fluctuent avec le dollar. Enfin, elle est déjà ressentie par les exportateurs des pays industriels et en particulier de la RFA et du Japon. A ce jour, ces deux pays, qui ont en 1986 accumulé respectivement 35 et 86 milliards de \$ d'excédent commercial, s'en tiennent à des politiques budgétaires et monétaires relativement restrictives qui n'ont pas permis de stimuler leur demande interne afin de compenser l'effet dépressif de la baisse de leurs exportations sur leur activité. La logique déflationniste du scénario actuel conduit à retenir l'hypothèse d'une croissance de la demande mondiale adressée à la France similaire à celle de 1986, en dépit d'une dégradation un peu moins prononcée de nos exportations vers les pays de l'Est et les pays en voie de développement.

L'évolution récente sur le marché "Spot" du pétrole (le prix du baril a augmenté de 1 dollar en février-mars par rapport à janvier) dénote la capacité de résistance du marché, même si les pays de l'OPEP éprouvent certaines difficultés à maintenir simultanément leurs quotas et le prix directeur. Sur l'ensemble de l'année 1987, un prix voisin de 17,5\$ pour le baril importé (CAF) est plausible, en supposant toutefois que l'Arabie Saoudite s'en tiendra à sa stratégie actuelle de régulation du marché. On retient en outre l'hypothèse conventionnelle d'un cours du dollar maintenu à 6 Francs jusqu'à la fin de l'année.

Le mouvement de désinflation apparemment interrompu à la fin de 1986

Le mouvement rapide de désinflation amorcé en France en 1982 (le glissement des prix de détail est revenu de 13,9% en 1981 à 2,1% en 1986) a cessé à la fin de l'année dernière. La remontée des prix de l'énergie en début d'année, à quoi s'ajoute en France la libération des prix des services, explique qu'une reprise de l'inflation ait aussi été observée chez nos principaux partenaires (mais à un moindre degré).

Les prix des produits industriels du secteur privé devraient continuer à ralentir. Mais, compte tenu d'une accélération des prix des services privés au premier semestre, le glissement des prix de détail hors énergie devrait garder en 1987 un rythme proche de celui de 1986 (3,9% après 4,0%).

Au total, la progression en glissement de l'indice d'ensemble serait de 2,1% au premier semestre et de 1,4% au second, soit de 3,5% sur l'année. L'écart d'inflation avec la RFA pourrait ainsi se rétrécir sur la fin de l'année et donner une marge de baisse des taux d'intérêt.

Le ralentissement des prix de production semble aussi interrompu. En effet, les principaux facteurs qui ont contribué à la stabilisation des coûts de production joueront différemment en 1987 : l'évolution du coût des consommations intermédiaires (-1,8% en moyenne en 1986 du fait notamment d'une chute de 30% des prix de l'énergie) s'est retournée en fin d'année et se stabiliserait en 1987. La croissance des coûts salariaux unitaires serait un peu plus soutenue. Enfin, l'hypothèse que les entreprises conserveront cette année l'acquis de la croissance de leurs marges en 1986 semble vraisemblable. L'augmentation des prix de production, notamment en produits manufacturés, devrait ainsi reprendre à un rythme modéré.

La stabilisation des revenus et de la consommation

Cette accélération de la hausse des prix devrait peser sur le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. Le mode d'indexation des salaires en fonction d'un objectif de prix anticipé, qui prévaut depuis 1983, explique en partie les gains de 1,5% en moyenne annuelle du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire en 1986, en raison d'une désinflation plus forte que prévue. L'effet inverse risque de jouer en 1987, en dépit des mesures de rattrapage qui pourraient intervenir avant la fin de l'année dans le secteur privé. Compte tenu de la baisse des effectifs, le pouvoir d'achat de la masse salariale fléchirait cette année ; celui du revenu disponible brut des ménages marquerait une légère croissance liée à une nouvelle progression de l'Excédent Brut d'Exploitation des ménages et des revenus d'intérêts et de dividendes.

Même dans l'hypothèse d'une sensible contraction du taux d'épargne des ménages (qui passerait de 13,9% à 12,9%), le profil de la consommation de produits manufacturés marquerait une reprise transitoire au deuxième trimestre avant de s'infléchir nettement au deuxième semestre. Cet acquis du premier semestre entraînerait une divergence d'environ 1,5 point entre les variations en moyenne (+0,4%) et en glissement (-1,2%) annuels.

Un effort d'investissement encore modéré

L'amélioration spectaculaire des résultats des entreprises en 1986 contraste avec la croissance relativement modérée de leurs investissements. L'accélération de +2,1% en 1985 à +4,0% en 1986 aux prix de l'année précédente recouvre un effet de ciseau entre l'investissement industriel, dont la croissance se ralentit (de +9,1% à +2,4%) et celui des commerces-services qui s'accélère (de +1,0% à +11,3%). En moyenne annuelle sur 1987,

la progression des investissements se situerait autour de 3% en volume dans l'ensemble des entreprises comme dans l'industrie concurrentielle, où les industries agro-alimentaires et l'automobile seraient les seuls secteurs à enregistrer une progression significative.

La prépondérance persistante des investissements de rationalisation reflète le mouvement de restructuration de l'industrie française. Parallèlement, la stagnation des capacités de production et de la production depuis 1980 entraîne une réduction de la part de notre industrie relativement à l'ensemble des grands pays industriels et aux autres secteurs de l'économie française.

La faiblesse des anticipations de demande n'explique qu'en partie ce manque de dynamisme de l'investissement. En dépit des apparences, les déterminants financiers ne sont pas incitatifs. Certes, la situation financière des entreprises apparaît aujourd'hui meilleure qu'elle n'a été depuis au moins 10 ans si l'on considère leur situation de trésorerie, le niveau de leur taux de marge ou de leur taux d'épargne. Mais l'endettement accumulé dans les années soixante-dix pèse encore sur leur comportement. La persistance de taux d'intérêt réels élevés depuis 1981 incite d'ailleurs les entreprises à se désendetter et favorise simultanément les placements financiers au détriment des investissements productifs.

La contrainte extérieure

Le décalage observé en 1986 entre le dynamisme de la demande intérieure de produits manufacturés (lié à la forte croissance de la consommation et des stocks) et la faible croissance de la demande extérieure explique en partie la détérioration d'environ 8 points de notre taux de couverture en volume des échanges industriels en 1986 (l'excédent du solde manufacturier s'est réduit de 89 à 35 milliards de F. entre 1985 et 1986). Cette situation n'est pas sans évoquer les années 1982 et 1983, période où les fluctuations de sens inverse du

rythme de croissance de la demande intérieure avaient entraîné des variations très fortes du solde du commerce extérieur.

Cependant, le redressement de nos exportations en 1983 s'était notamment fondé sur une vive reprise de la demande mondiale, qui n'interviendra pas en 1987 ; il avait été aussi favorisé par une forte compétitivité-prix résultant de dévaluations récentes et de la hausse du cours du dollar, facteur qui jouera en sens inverse en 1987. Dès lors, après avoir baissé de 0,4% en 1986, les exportations de produits manufacturés seraient stables en moyenne sur l'année grâce à leur reprise au second semestre.

La croissance des importations, évaluée à 8,2% en 1986, se limiterait à 2,1% en 1987 en raison de la modération de la demande interne. Ce ralentissement n'évitera pas une nouvelle réduction de l'excédent manufacturier, qui ne dépasserait pas 20 milliards de F.

Compte tenu de la stabilité de l'ensemble des échanges agro-alimentaires et énergétiques, le solde du commerce extérieur (solde douanier FAB-FAB), proche de l'équilibre en 1986, serait déficitaire d'environ 15 milliards de F en 1987, montant compatible avec un excédent des transactions courantes se situant autour de 10 milliards de F.

Une croissance ralentie

La contribution des échanges extérieurs de produits manufacturés à la croissance devrait être moins négative en 1987 qu'en 1986 ; mais le ralentissement des composantes de la demande interne, et particulièrement de la consommation, pèsera sur la croissance. L'ampleur de cette décélération dépendra toutefois de manière cruciale de l'importance de la formation de stocks en 1987.

L'accélération de la croissance en 1986 recouvre en effet un stockage de produits manufacturés important (12 milliards de F.80 selon les Comptes Nationaux Trimestriels), imputable

pour l'essentiel aux commerçants : ceux-ci ont semble-t-il perçu avec retard, comme l'indique l'enquête dans le commerce de détail, la baisse de la demande qui leur était adressée. En revanche, la formation globale de stocks dans l'industrie (producteurs et utilisateurs) a été modérée. Les stocks ont progressé dans les secteurs des biens d'équipement professionnel mais aussi des biens intermédiaires où ils ont commencé à se résorber en fin d'année 1986. Un mouvement inverse s'est opéré dans l'automobile et chez les producteurs de biens de consommation.

Face à la stabilisation de la demande hors stocks en début d'année 1987, les commerçants semblent juger leurs stocks excessifs et commencent à les réduire. Après la reprise technique de la production au deuxième trimestre 1987 qui devrait compenser la baisse du premier trimestre imputable en partie aux intempéries, le mouvement des stocks dépendra de la rapidité de la réaction des producteurs pour ajuster leur offre : la formation de stocks en 1987 sera ainsi d'autant plus forte que cet ajustement sera tardif.

La production industrielle stagnerait en moyenne annuelle mais elle devrait baisser en glissement sur l'en-

semble de l'année. Il n'est toutefois pas exclu que l'ajustement des stocks se produise plus rapidement, entraînant une contribution plus négative des stocks à l'évolution de la production.

A nouveau des pertes d'emplois

Le ralentissement de l'activité en 1987 pèsera sur l'évolution de l'emploi, qui avait connu une légère progression en 1986 (ou une moindre détérioration selon l'UNEDIC). La réduction de l'emploi salarié des secteurs marchands non-agricoles devrait retrouver en 1987 un rythme voisin de celui observé en 1985, de l'ordre de 0,7% sur l'année. Les pertes dans l'industrie se poursuivraient en effet à un rythme accéléré (-3%) tandis que les effectifs s'accroîtraient plus modérément dans le tertiaire marchand (+0,7%).

Compte tenu de ces hypothèses, le nombre de demandeurs d'emploi dépasserait légèrement 2.800.000 en fin d'année, à moins que les mesures actuellement en projet, notamment en faveur des chômeurs de longue durée, aient un impact suffisant pour contenir la montée du chômage à partir de la rentrée.